

# Le modèle hongrois du socialisme dans le miroir des relations intereuropéennes : 1963-1973

Paul Pilisi

Volume 4, Number 4, 1973

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700360ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700360ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Pilisi, P. (1973). Le modèle hongrois du socialisme dans le miroir des relations intereuropéennes : 1963-1973. *Études internationales*, 4(4), 459–479.  
<https://doi.org/10.7202/700360ar>

# LE MODÈLE HONGROIS DU SOCIALISME DANS LE MIROIR DES RELATIONS INTEREUROPÉENNES : 1963-1973

Paul PILISI \*

*Le socialisme a toujours été jusqu'à présent lié au sens péjoratif du sous-développement. Nous voulons dorénavant prouver qu'un socialisme de prospérité est possible.*

Béla KOPECZI  
Secrétaire général de l'Académie  
des Sciences de Hongrie

## INTRODUCTION

Malgré l'unité de base du socialisme des pays de l'Europe centrale et orientale, une certaine diversification est nettement observable dans le système. Au niveau méthodologique, cette diversification concerne la confrontation de la théorie et de la réalité, sans parler des socialismes comparés. Ainsi, à l'échelle des relations internationales, la Roumanie nationaliste se manifeste en usant d'une certaine liberté d'action marginale soit dans ses rapports avec la Chine et l'Albanie, soit vis-à-vis du conflit du Proche-Orient, tandis que la Bulgarie suit sans aucun détour quelconque le modèle du système soviétique.

Par ailleurs, le socialisme hongrois témoigne d'un particularisme spécifique dû aux changements survenus depuis une décennie. Le socialisme hongrois à la recherche de son visage a trouvé un modèle, qui d'après les leaders n'existe en aucun autre pays du bloc soviétique. Le particularisme spécifique du modèle, qui s'exprime d'abord dans la réforme de l'économie nationale de 1968, exerce des effets analogues au niveau national, régional et européen. Tout d'abord, la réforme économique mettant l'accent sur la productivité, introduisant le profit dans l'arsenal des critères de l'économie politique, reconsidérerait les principes idéologiques à la lumière des lois du marché libre. Il est hors de doute que cette solution de compromis peut être considérée comme l'application marginale de la théorie de la convergence, malgré le rejet intégral de cette théorie par les idéologues experts.

La réforme de l'économie nationale est à la base du développement du socialisme hongrois qui est en train de déterminer, ou du moins d'influencer d'une manière organique l'évolution pragmatique du modèle à l'intérieur du bloc soviétique. Pour des raisons pragmatiques identiques, les autorités hongroises, influencées par une technocratie omniprésente et largement privilégiée, considèrent que le modèle du socialisme hongrois devrait accomplir une vocation européenne par excellence. Notre analyse multidimensionnelle mettra l'accent sur les caractéristiques essentielles du socialisme hongrois, socialisme susceptible d'être considéré dans ses manifestations extérieures comme une expérience utile pour le rapprochement européen.

---

\* Professeur au Département des sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi.

## I - LE SENS DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE ET DE LA « DICTATURE ÉCLAIRÉE »

En Hongrie, après l'écrasement de la révolution de 1956, l'influence soviétique ainsi que la dictature du parti unique ont été restaurées. Dans les pays socialistes de l'Europe de l'Est, le principe soviétique de « diviser pour régner » demeure et trouve une formulation complète dans la « doctrine Brejnev » ; qui consiste en ce que la souveraineté d'un pays socialiste doit s'exercer à l'intérieur du bloc soviétique dans les limites des « intérêts collectifs » dont la définition des limites est précisée par l'Union soviétique, la pratique est illustrée par les événements tchécoslovaques de 1968<sup>1</sup>.

Cependant, si l'on considère l'évolution survenue depuis l'époque stalinienne, dans un sens dialectique on peut poser la question de savoir ce qui demeure et ce qui change dans le système.

Tout d'abord, le principe radical de l'époque stalinienne « Qui n'est pas avec nous, est contre nous » du parti est remplacé en Hongrie par le principe kádarien plus libéral selon lequel « Ceux qui ne sont pas contre nous sont avec nous<sup>2</sup> ». Ce principe de Kádár favorise depuis lors un certain pluralisme dans d'autres domaines que la politique.

Il est manifeste que la direction du parti rejette catégoriquement le système démocratique au sens occidental du terme, jugé incompatible avec la dictature du prolétariat. Cependant l'immense majorité de la population se trouve parmi les sans-parti. La structure politique sous Kádár est progressivement « libéralisée » et transformée en une « dictature éclairée ». Dans cette dictature éclairée, l'influence des intellectuels et des hommes de science, et surtout des technocrates privilégiés, est devenue considérable à partir de 1964<sup>3</sup>.

Les intellectuels sont ouverts à l'influence occidentale et les technocrates de leur côté sont sensibles aux nouveaux modèles organisationnels et opérationnels dans la direction de la vie économique. Le rationalisme et l'intérêt économique dominent leurs idées. L'un d'eux, dans une étude intitulée « La technocratie vue par un technocrate », écrit notamment : « L'évolution de la technique et de la société exige une génération cultivée, capable de savoir penser, avoir une conception scientifique synthétique, d'être susceptible aux nouveautés<sup>4</sup> ».

À partir de 1965 une véritable lutte s'engagea entre les anciens cadres et les « revenus », intellectuels, jeunes diplômés, technocrates constituant la nouvelle classe. C'est aussi une lutte des générations, une contestation de la fidélité au nom de la compétence, une lutte du rationalisme contre l'idéologie omnipotente. La direction du parti approuve depuis l'emploi des experts techniques, scientifiques d'origine bour-

1. Voir J. LUKASZEWSKI, *Les démocraties populaires après Prague : hégémonie soviétique, nationalisme, intégration régionale ?* Bruges, De Tempel, 1970.

2. Cf. P. CALZINI, « Aspetti del nuovo corso ungherese », *Problemi del Socialismo*, Milano, juillet-août 1963, pp. 915-916.

3. Il existe depuis 1968 une opposition entre « riches » et « pauvres ». On appelle en Hongrie « les millionnaires en forints » ceux qui mènent une vie luxueuse dont le nombre se situe à environ 200 000 représentant la nouvelle classe. Cf. B. MARGUERITTE, « Hongrie : un socialisme à la recherche de son visage », dans *Le Monde*, 9 septembre 1971.

4. T. VAMOS, « A technokrácia egy technokrata szemével » (La technocratie vue par un technocrate), dans *Társadalmi Szemle*, juin 1968, p. 43.

geoise. Le principe est clairement posé. L'évolution saine du socialisme sans danger d'explosion ne peut être garantie que par la collaboration massive des intellectuels, experts formés scientifiquement afin de résoudre les problèmes graves causés par l'expérience coûteuse des cadres incompetents. Les jeunes diplômés sortis des universités contestent la place privilégiée de l'ancienne nouvelle classe, contestation liée à une véritable controverse ouverte dans les revues et journaux à partir de 1964-1965<sup>5</sup>.

Les jeunes intellectuels, membres du parti par intérêt ou par idéalisme, soutiennent la voie kadarienne et il est hors de doute, que le choix kadarien favorise la compétence. Ainsi les technocrates qualifiés, membres du parti, tels que Jenő Fock et Rezső Nyers sont devenus les dirigeants de plus en plus en vue du régime aussi bien que les promoteurs de la réforme de l'économie nationale effectuée en 1968<sup>6</sup>.

À la suite de cette politique, la majorité des membres du parti, du point de vue social, est composée par les intellectuels et les technocrates, face aux adhérents ouvriers et paysans. La participation des technocrates, des intellectuels au sein du parti se développe et il ressort que dans les comités du parti des 24 arrondissements de Budapest, 46% des membres sont diplômés<sup>7</sup>.

À la suite de l'influence de l'élite professionnelle sur le parti, les intérêts nationaux commencent à jouer un rôle considérable dans les relations de la Hongrie avec les pays socialistes aussi bien qu'avec les pays-membres de la CEE. Des intérêts nationaux s'expriment d'abord dans le domaine économique où la participation aux avantages divers est un objectif partagé par toute la société. Mais l'effet européen immédiat de ces transformations s'adresse à la coopération de la Hongrie avec ses voisins, c'est-à-dire avec les « pays danubiens », sans tenir compte du système politico-social des pays concernés.

## II - L'IDÉE ET LA FONCTION EUROPÉENNE DE LA « COOPÉRATION DANUBIENNE » : 1964-1969

La coopération danubienne, comprenant la participation de l'Autriche, de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie, apparaît aux dirigeants hongrois, comme une coopération régionale par excellence. D'autre part, la coopération régionale des pays de la vallée danubienne devrait servir d'exemple pour la coopération européenne, plus précisément entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest. Le 12 décembre 1964, János Kádár, secrétaire général du parti socialiste ouvrier hongrois (parti communiste) lança devant le congrès de l'Association de la jeunesse communiste l'idée de la coopération danubienne :

Les peuples de la vallée du Danube vivent en une communauté de sort historique, et pour ces peuples il n'existe pas d'autre solution dans cette région<sup>8</sup>.

5. Cf. *Uj Irás*, juin 1964, pp. 759-760 confronter avec *Népszabadság*, 22 et 25 juin 1964.

6. Il convient de souligner que l'adhésion en masse des intellectuels au parti est marquée par une inégalité de revenus. En 1969, le revenu moyen des ouvriers a été de 17 892 forints (1 forint = 27,6 \$ É.-U.), chez les paysans de 17 912 et pour les *managers* de 24 007 forints. Le technocrate reçoit en fin d'année 50 000-60 000 forints tandis qu'un ouvrier doit se contenter d'un mois de salaire, c'est-à-dire de 1 700-2 000 forints.

7. *Népszabadság*, 21 décembre 1967.

8. *Népszabadság*, 13 décembre 1964.

À la suite de cette déclaration importante, au printemps 1965, János Péter, ministre hongrois des Affaires étrangères se rendit en Autriche pour une visite officielle en vue de favoriser le développement des relations austro-hongroises détériorées depuis la révolution hongroise de 1956. M. Péter, au cours d'une conférence organisée par l'Association des affaires étrangères autrichiennes évoque « l'expérience utile du passé » pour rétablir les relations « amicales » entre les deux pays, faisant allusion au rôle joué par les Hongrois et les Autrichiens dans la monarchie double. Dans l'interprétation du ministre hongrois, la « renaissance » de l'idée danubienne ainsi que la coopération régionale doivent être appliquées par les pays concernés ayant des systèmes politiques différents. Dans cette perspective, les initiatives austro-hongroises sont caractérisées par une certaine signification européenne.

La leçon la plus importante à apprendre pour la génération d'aujourd'hui, qui découle des analyses historiques du passé commun est : interdépendance de chacun des peuples qui vivent dans la vallée du Danube<sup>9</sup>.

Ainsi, le projet de la coopération danubienne, lancé par Kadar et appliqué en premier lieu par J. Péter, vise à atteindre deux objectifs. D'une part, la coopération régionale dans la vallée danubienne renforcerait les liens traditionnels des États concernés. D'autre part, cette coopération régionale pourrait en même temps servir d'exemple constructif à la coopération intereuropéenne entre l'Est et l'Ouest<sup>10</sup>.

En effet, la visite officielle du ministre hongrois des Affaires étrangères en Autriche au printemps 1965, vise à l'application de cette politique constructive. Le ministre hongrois évoque des arguments historiques en faveur d'un véritable rapprochement et d'une coopération régionale fructueuse. Dans l'interprétation du ministre, cette coopération des « petits peuples » correspond aux exigences européennes.

« La coopération austro-hongroise sert d'exemple pour les pays voisins et pour les relations amicales des pays ayant des systèmes sociaux différents<sup>11</sup> ». Dans la conception socialiste hongroise, les « véritables États danubiens » sont l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. La Bulgarie et la Roumanie sont, d'après cette conception, des pays « d'orientation balkanique ». Malgré le système socialiste de ces deux derniers pays, ils ne sont pas prévus dans la coopération danubienne. Il nous semble que les « conflits nationaux » entre la Hongrie et la Roumanie constituent le facteur décisif dans la cristallisation de ce projet excluant la Roumanie d'une telle coopération régionale<sup>12</sup>. Les initiatives du parti et du gouvernement hongrois dans la vallée danubienne, d'après le ministre hongrois, visent à établir la coopération des pays « intéressés ».

En 1967, à l'occasion du centenaire du compromis austro-hongrois, les historiens, politiciens, hommes d'États autrichiens et hongrois évoquent réciproquement le rôle et l'exemple « européen » du compromis.

Dans la revue hongroise de langue anglaise (*The New Hungarian Quarterly*) le

9. *Magyarország*, le 18 avril 1965. Au sujet de la réévaluation historique, voir P. PILISI, « Le problème de l'intégration et de la désintégration de l'Europe centrale à travers l'historiographie hongroise (1960-1970) », dans *Documentation sur l'Europe centrale*, Louvain, 1973, n° 1, pp. 1-20.

10. Cf. *Népszabadság*, 19 janvier 1964. Voir à ce sujet, G. ZELLENTIN, *Intersystemare Beziehungen in Europa*, Leiden, A. W. Sijthoff, 1970, p. 101.

11. *Magyarország*, 18 avril 1965 et *Wiener Zeitung*, le 8 avril 1965.

12. Cf. *Népszabadság*, 12 décembre 1966 et aussi, *Le Monde*, 3 décembre 1966.

chancelier de la République fédérale d'Autriche, Joseph Klaus, insiste sur les « relations séculaires » entre l'Autriche et la Hongrie, affirmant que les Hongrois et les Autrichiens ont toujours vécu dans une « intimité spécifique de l'histoire dans la vallée danubienne ». Le chancelier autrichien évoque la signification historique et européenne de ce compromis comme « l'exemple » du compromis européen. « Le compromis austro-hongrois de 1867 est la communication austro-hongroise, un exemple utile pour le compromis européen qui est notre grand désir<sup>13</sup> ».

Sur la base des relations séculaires austro-hongroises, T. Petho, spécialiste hongrois des relations internationales, affirme que la reconstruction des contacts entre l'Autriche et la Hongrie est un « ordre naturel ». En outre, la coopération des pays danubiens n'est pas seulement souhaitable, mais également utile et nécessaire. D'après la conception hongroise, interprétée par M. Petho, les pays danubiens prévus dans cette coopération régionale en développement sont l'Autriche, la Yougoslavie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

Cette région est mieux adaptée à l'amélioration des relations Est-Ouest que beaucoup d'autres régions en Europe... Deux pays, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, sont les membres du Pacte de Varsovie, l'Autriche étant un pays non engagé. La tragédie du bassin danubien est que les intérêts et les ambitions territoriales des grandes puissances ont fréquemment suscité l'hostilité parmi les peuples danubiens<sup>14</sup>.

À la suite de l'initiative hongroise, accueillie favorablement par les autorités des pays concernés, les relations culturelles des pays danubiens s'intensifient. Les congrès, les rencontres culturelles, scientifiques, ainsi que folkloriques s'organisent dans l'esprit « danubien ». Le gouvernement hongrois favorise en particulier l'activité culturelle de la population frontalière avec les peuples du pays voisin. Entre la province autrichienne de Burgerland, ayant aussi une minorité hongroise, et les provinces frontalières hongroises, Győr-Sopron, les autorités respectives s'efforcent d'établir des relations « exemplaires à travers le contact personnel ». Dans cet esprit, M. Péter, ministre hongrois des Affaires étrangères, lança l'appel envers les pays concernés en vue de « mettre en ordre nos affaires communes ».

Le Hongrois, le Tchèque, le Slovaque, le Ruthène, le Roumain, le Serbe, le Croate, l'Autrichien, l'Allemand peuvent vivre ensemble et s'aider les uns les autres. Ainsi, nous établissons le fond véritable de l'idée<sup>15</sup>.

Face aux initiatives hongroises, le maréchal Tito se prononce déjà en 1963 en faveur du développement des relations avec les pays socialistes et en particulier avec les pays voisins. À la suite des consultations hungaro-yougoslaves, les autorités des deux pays décident la formation d'un « comité mixte » composé respectivement de délégués hongrois et yougoslaves pour promouvoir la coopération dans le domaine économique. Ce « comité mixte » a pour tâche d'élaborer et de proposer des « solutions opérationnelles et organisationnelles pour toute question relative à la coopération<sup>16</sup> ».

13. J. KLAUS, « An Active Policy of International Relations in the Danube Valley », dans *The New Hungarian Quarterly*, automne 1967, p. 9.

14. T. PETHO, « Modern forms of cooperation in the Danube Valley », dans *The New Hungarian Quarterly*, automne 1967, p. 9.

15. *Magyar Nemzet*, 21 décembre 1967.

16. Cf. *Borba*, Beograd, 19 mai 1963 et *Politika*, Beograd, 28 mars 1964.

Après les préparatifs, le « comité mixte » présidé par J. Brilej et P. Vályi se réunit la première fois le 10 mai 1964 et décide de la coopération dans les domaines de la métallurgie, de l'industrie chimique, de l'énergie et de l'électronique. Le comité mixte prévoit également l'élargissement de la coopération dans d'autres secteurs de l'économie. Ainsi, la construction des trois ponts sur le fleuve Drave, reliant les deux pays, commence dès 1965 dans le cadre de la coopération danubienne. À partir de 1964, plus de trente entreprises hongroises coopèrent avec des établissements yougoslaves. Parallèlement au développement et à l'élargissement de la coopération, le tourisme et les échanges culturels s'intensifient<sup>17</sup>.

Il est de fait que la minorité hongroise de Yougoslavie et aussi celle de la Tchécoslovaquie contribuent activement à la propagation de l'idée danubienne. La revue politico-littéraire de Bratislava, *Irodalmi Szemle*, (*Revue Littéraire*) constitue une rubrique intitulée « Tradition ». Cette rubrique, à partir de 1964, reproduit le panorama d'activité des cercles de la minorité hongroise de Slovaquie de l'entre-deux-guerres face à l'unité danubienne et, en particulier, au sujet de la « Confédération des nations danubiennes ». En effet, à la veille lointaine du libéralisme tchécoslovaque, le quotidien politique hongrois *Esti Hirlap* insiste sur la « conscience danubienne », idée spirituelle de la coopération des peuples concernés.

Nous sommes un peuple danubien dont la vallée danubienne désigne notre place dans le monde. La conscience danubienne est particulièrement vive aujourd'hui. La coopération danubienne tire son origine de cette idée<sup>18</sup>.

En effet, à partir de 1964, la coopération hungaro-tchécoslovaque s'intensifie surtout dans le domaine de la culture. Les universités, les écoles supérieures hongroises et tchécoslovaques concluent des accords de « coopération ». Cette coopération culturelle et scientifique influence surtout la Tchécoslovaquie où la jeunesse étudiante et les intellectuels considèrent le système hongrois comme un modèle à suivre. Le tourisme joue un rôle particulièrement important dans le développement de la coopération culturelle. Ainsi en 1970, 48% du total des touristes provenant des pays socialistes est composé de tchécoslovaques et 35% par des touristes yougoslaves. Les Autrichiens constituent 31% du total des touristes venus des pays occidentaux<sup>19</sup>. Au niveau de la coopération économique, la population frontalière est autorisée à travailler au-delà des frontières nationales, les points de passage sont en construction à la frontière hungaro-tchécoslovaque comme à la frontière hungaro-yougoslave. Après l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968, c'est dans le cadre de la coopération strictement bilatérale qu'on réalise les traités de coopération conclus auparavant. Il convient de souligner que tandis que la Hongrie projette la réforme de l'économie nationale, la Tchécoslovaquie envisage la « libéralisation » de la structure politique. Ayant conscience des effets de la révolution hongroise de 1956, Kadar ne favorise que la réforme de l'économie nationale adaptée aux exigences survenues et à la coopération envisagée.

Il est hors de doute que l'intervention militaire en Tchécoslovaquie signifie aussi l'échec de la tentative de coopération danubienne. Dès lors, pour la politique

17. Cf. *Politika*, 24 mai 1964 et *Le Monde Diplomatique*, octobre 1964 et aussi, « Magyar-jugoszláv kooperáció », (Coopération hungaro-yougoslave), dans *Figyelo*, 7 juillet 1965.

18. *Esti Hirlap*, 2 avril 1967.

19. *Budapester Rundschau*, le 20 septembre 1971 et aussi, « Magyar-osztrál kooperáció » (Coopération austro-hongroise), dans *Figyelo*, 10 novembre 1971, p. 7.

extérieure hongroise, la coopération danubienne a perdu sa mission originale et se présente comme un « facteur positif » de la sécurité européenne<sup>20</sup>.

En dernière analyse, l'idée de la coopération danubienne, c'est-à-dire la coopération régionale, est remplacée après Prague par l'idée de la sécurité européenne. Un des effets internationaux de l'échec de la coopération danubienne et de l'intervention des pays-membres du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie est l'orientation immédiate de la Yougoslavie vers le Marché commun: la Yougoslavie reconnaît *de facto* et *de jure* la CEE et établit des relations officielles avec les autorités de celle-ci. Il est vrai également que la coopération danubienne en développement fut marquée par la gravitation de deux pays socialistes vers l'Autriche et la Yougoslavie et à travers les relations mutuelles vers le Marché commun. Au lieu d'un rapprochement égal et pondéré de l'Autriche et de la Yougoslavie vers le *Comecon*, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, à travers ce « pont » que constitue l'Autriche, subissent l'influence du rayon d'attraction économique du Marché commun. Léonid Brejnev, secrétaire général du parti soviétique, dans son discours prononcé devant le IX<sup>e</sup> congrès du parti socialiste ouvrier hongrois (parti communiste) tenu au mois de janvier 1968 à Budapest, précise la prise de position soviétique à cet égard. En effet, les paroles du leader soviétique, prononcées à la veille du « printemps de Prague », signifient la condamnation solennelle de l'idée de la coopération danubienne ainsi que de l'application découlant de l'idée<sup>21</sup>.

### III - LES EFFETS DE LA RÉFORME ÉCONOMIQUE DE 1968 SUR LES RAPPORTS EST-OUEST

#### A - La Hongrie face à la CEE

En 1968, la Hongrie introduit la réforme de l'économie nationale garantissant l'autonomie des unités de production et leur statut indépendant vis-à-vis des organes centraux de planification.

En quelque sorte, la gestion de la propriété collective a été transformée en propriété des collectivités. En effet, le parti et le gouvernement auraient dû attaquer non seulement les problèmes d'ordre social et idéologique mais aussi celui des inconvénients fondamentaux d'un système économique anachronique souffrant de maladies organiques. Ce système économique calqué sur le modèle soviétique et déterminé *a priori* par la conception marxiste de l'économie politique rendit difficile l'adaptation de la structure à la réalité et aux transformations survenues dans les vingt dernières années<sup>22</sup>.

En dernière analyse, la réforme de l'économie hongroise se caractérise avant tout par l'esprit pragmatique des réalisateurs. Le développement économique, l'amélioration du niveau de vie de la population constituent des objectifs majeurs. Pour réaliser ces objectifs, les dirigeants hongrois ont réformé d'une manière radicale leur économie politique. « L'économie nationale était insensible aux changements du monde

20. J. PETER, « Kozos felelösség Európáért » (Responsabilité collective pour l'Europe), dans *Magyar Nemzet*, 20 février 1970.

21. *Társadalmi Szemle*, février 1968, p. 52.

22. Cf. *Kozgazdasági Szemle*, janvier 1970, p. 1.

extérieur et sa capacité d'adaptation était minimale<sup>23</sup> », écrit à ce sujet l'académicien J. Bognar.

La réforme vise avant tout la réorganisation structurelle de l'économie nationale. L'orientation des réformes envisagées par les experts s'incarnait dans l'économie du marché. Toutefois cette conception prévoyait également la coexistence des principes marxistes de l'économie politique avec les lois du marché libre dans un compromis certain. Bref c'est un compromis entre l'idéologie et la réalité concernant l'économie politique<sup>24</sup>.

Le compromis consiste à « concilier » la planification centralisée et l'influence des lois du marché. Un autre élément important vis-à-vis du passé est l'orientation des experts hongrois vers les modèles de la planification française et hollandaise<sup>25</sup>.

La décentralisation, l'assouplissement de la rigidité de la planification économique et l'orientation vers les modèles organisationnels occidentaux ainsi que la libéralisation du système des prix donnent un caractère exclusif et particulier au nouveau système hongrois vis-à-vis d'autres pays socialistes<sup>26</sup>. Ainsi, depuis 1968 existent en Hongrie quatre catégories de prix : les prix fixés et imposés par l'État, les prix à la « limite maximale », les prix variant entre des limites imposées et les « prix libres » subissant le dynamisme de l'offre de la demande. En effet, les prix libres sont déterminés par les lois du marché et l'importance de cette catégorie face aux autres est particulièrement considérable. En 1968, 20% des prix appartenaient aux prix fixes et 23% aux prix libres. L'année suivante, les prix fixes sont diminués à 16% tandis que les prix libres passaient à 29%. Depuis lors, entre ces deux catégories de prix, l'accentuation de la disproportion se continue au profit des prix libres.

Il convient de souligner que durant les quatre premiers mois de l'année 1968, le revenu de la population a augmenté de 9% et la consommation de 7% tandis que l'export hongrois vers les pays du Marché commun augmentait de 6%<sup>27</sup>. À la suite de la décentralisation dans les secteurs de l'économie, chaque unité de production exécute délibérément son plan, ses actions où la participation des membres au profit sont des facteurs prépondérants. L'intérêt matériel n'est pas seulement toléré par les dirigeants hongrois, mais aussi favorisé dans la mesure du possible. Rezsó Nyers, secrétaire du Comité central du parti, un des promoteurs de la réforme, définit l'essence de celle-ci par les termes que voici :

Les entreprises sont devenues effectivement autonomes, elles établissent elles-mêmes les plans de leur activité, elles disposent de leurs propres moyens financiers et leur responsabilité s'étend aussi bien à la gestion courante qu'aux investissements<sup>28</sup>.

Il n'est pas sans intérêt de noter que ce système d'autonomie s'étend également aux coopératives agricoles. Celles-ci disposent du droit de choisir leurs entreprises de distribution ainsi que du droit de « discuter » avec celles-ci. La fixation du prix par compromis est de plus en plus répandue. Monsieur B. Kopeczi, secrétaire général de

23. *Idem*.

24. *Kozgazdasági Szemle*, juillet-août 1969, p. 807.

25. Cf. J. BALINT, *A gazdasági reform kibontakozásának kérdései* (Problèmes relatifs au développement de la réforme économique), Budapest, Magyar Kereskedelmi Kamara, 1969, pp. 8-10.

26. *Ibidem*, p. 27.

27. *Ibidem*, pp. 18-19, Cf. *Le Monde*, 7 septembre 1971.

28. *Le Monde*, 7 septembre 1971.

l'Académie des sciences de Hongrie, a déclaré au sujet de la réforme de l'économie nationale que la Hongrie s'efforce de réaliser un « socialisme de prospérité ».

Le socialisme a toujours été jusqu'à présent lié au sens péjoratif du sous-développement. Nous voulons dorénavant prouver qu'un socialisme de prospérité est possible<sup>29</sup>.

Actuellement, ce qui caractérise de plus en plus les relations économiques et commerciales Est-Ouest est l'attrait grandissant exercé par la CEE sur les pays de l'Est. Il nous semble que la réforme de l'économie nationale hongroise était adaptée en quelque sorte aux exigences pragmatiques du développement de ces relations. La Hongrie, pour des raisons économiques évidentes, a effectué la réforme économique marquée par la décentralisation dans une perspective d'adaptation de son économie et du commerce extérieur aux exigences du système occidental. Les dirigeants et experts hongrois conscients de cette possibilité proclament leur volonté de surmonter les obstacles en vue d'intensifier les relations commerciales, en particulier avec les pays du Marché commun. M. Bognar, académicien, précise clairement les « idées fondamentales » qui sont à la base de la réforme économique par rapport au Marché commun.

Il faut souligner que les idées qui sont à la base de notre réforme impliquent le développement de notre coopération et de notre commerce avec les pays occidentaux. Sous ce rapport, je tiens à rappeler la plus grande liberté du mouvement des entreprises, le fait que leur façon de penser, leurs réflexes sont désormais plus concentrés sur la réalisation des valeurs et sur le marché<sup>30</sup>.

En effet, la réforme de l'économie nationale en Hongrie, introduite à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1968, signifie un résultat concret en ce sens que l'économie hongroise a été adaptée à la coopération avec les pays-membres du Marché commun.

## B - Théorie et pratique de la coopération européenne

En Hongrie, le projet et la pratique d'une coopération européenne entre l'Est et l'Ouest sont liés d'une manière organique à l'idée de la « coopération danubienne » lancée par Kadar en 1964. Au sens large, la coopération danubienne dans le contexte hongrois signifie l'extension directe du modèle de coopération danubienne à l'échelle européenne<sup>31</sup>. Le professeur Imre Vajda, économiste réputé (ancien collaborateur de Lénine), véritable père de l'idée, évoque la nécessité de « coopération » entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest pour des raisons économiques et humanitaires plutôt que politiques. À son avis, l'intégration en Europe occidentale et la coopération dans le cadre du *Comecon* ne servent en dernière analyse que les intérêts des pays membres de deux organisations dominées par un appareil technocratique. Le reste de l'humanité n'est que le « spectateur » de cette compétition pacifique en Europe<sup>32</sup>.

29. *Idem.*

30. J. BOGNAR, « La réforme économique et la nouvelle politique du commerce extérieur », dans *Nouvelles études hongroises*, 1968, vol. III, pp. 43-44.

31. Cf. *Figyelo*, 8 juillet 1964 et aussi, « Ungarn: Zusammenarbeit mit dem Western », dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 23 avril 1964.

32. I. VAJDA, « Gazdasági együttműködés a tokes ipari országgal » (Coopération économique avec les pays capitalistes industriels), dans *Valóság*, le 15 février 1965, pp. 31-32. Les idées du professeur Vajda ont été exprimées aussi dans la revue soviétique de l'économie politique en 1962, cf. *Mirovaya Ekonomika*, Moscou, 1962, n° 10, pp. 49-59.

Dans la conception de M. Vajda, les autorités de Marché commun et du *Comecon* doivent élaborer en commun un « modèle » de coopération. À la suite du développement de la technologie et de la science, l'union des forces de production s'avère nécessaire. Actuellement cet unionisme et cette intégration qui se développent partout en Europe s'adressent avant tout à la prospérité matérielle et comme telle la forme de l'intégration est une conception de technocrates et non pas « d'humanistes ». Par contre, la coopération européenne, est destinée à donner « exemple » à l'humanité. Pour en venir à une telle solution de compromis, l'Est comme l'Ouest devraient modifier et reconsidérer les organisations de l'intégration. Ce qu'il propose à la base de cette coopération européenne, c'est l'esprit « européen universel », ainsi que l'expérience tant politico-historique qu'économique des peuples du continent.

Dans l'élaboration d'un nouveau modèle de coopération, l'Europe, c'est-à-dire l'Europe socialiste et capitaliste doit servir d'exemple au monde. C'est l'Europe qui, à travers son histoire trois fois millénaire, a toujours été capable de produire une renaissance européenne<sup>33</sup>.

En 1967, le professeur Vajda, dans le « respect des intérêts européens communs », propose un « programme d'initiative » en vue de promouvoir la coopération européenne. Cette coopération devrait être basée en principe sur la division rationnelle du travail entre les deux blocs économiques du *Comecon* et du Marché commun. Le « programme d'initiative », d'après M. Vajda, est calqué sur la coopération des secteurs suivants :

1. Coopération entre l'Est et l'Ouest dans l'élaboration du programme d'énergie européenne
2. Promotion du développement de la technologie à travers la recherche scientifique
3. Coopération dans le domaine de la métallurgie
4. Coopération européenne au sujet de la circulation et des transports
5. Réalisation d'un esprit de « solidarité européenne » dans les relations commerciales entre l'Est et l'Ouest
6. Élaboration de normes et principes juridiques en vue d'établir des entreprises européennes communes
7. Établissement d'un système de règlement des comptes du paiement conformément à la théorie de Keynes, dans le cadre d'une « union Kliring<sup>34</sup> ».

Il est hors de doute que ce programme d'initiative met l'accent sur la dépolitisation des relations économiques, commerciales entre l'Est et l'Ouest. Il nous semble également que ce soit le *Comecon* qui ait le plus d'intérêt à cette coopération aisément admise par les dirigeants, étant donné que le Marché commun est plus évolué au point de vue de l'intégration et la supériorité technologique et scientifique se trouvant de son côté<sup>35</sup>.

Pour promouvoir la coopération européenne, les ministres responsables hongrois déclarent accorder leur appui à l'idée en vue de poursuivre une politique effective à cet égard. Le ministre hongrois du commerce extérieur, M. Biro, dans son discours

33. I. VAJDA, « Széleskoru tervezett európai kooperációt » (Pour une coopération européenne coordonnée), dans *Gazdaság*, novembre 1967, p. 65.

34. *Ibidem*, pp. 65-66.

35. Cf. I. VAJDA, « Linking East and West », dans *The Times*, Londres, 7 mars 1966 et aussi BENOÎT, E., « East-West Business Cooperation. A new approach to communist Europe », dans *The New Republic*, le 18 février 1967.

prononcé à l'occasion de la session jubilaire du Comité économique européen de l'ONU au mois d'avril 1967, précise que non seulement la « proximité géographique » mais aussi la « structure de l'économie nationale » poussent la Hongrie à s'intéresser à la « coopération économique européenne <sup>36</sup> ». Dans cet esprit, au mois de juillet 1968, des entretiens ont eu lieu entre les représentants du gouvernement hongrois et les autorités de la « commission unique » du Marché commun. M. Peter, ministre hongrois des Affaires étrangères, a affirmé à cette occasion le « désir » de son gouvernement de vouloir transformer les relations économiques et commerciales entre la Hongrie et le Marché commun en une « coopération <sup>37</sup> ».

Il convient de souligner avec insistance que cette prise de position officielle est due aussi à la montée des technocrates dans le parti et dans les appareils. En effet, aux yeux de la majorité des experts, les relations économiques et commerciales de la Hongrie avec les pays du Marché commun ont déjà dépassé le stade de « simples relations », ayant pris un caractère de coopération. Après les « événements » de Prague au cours de l'été 1968, la réforme de l'économie hongroise se poursuit et la Hongrie, par son intervention opportune, s'assure une certaine liberté pour réaliser à sa manière les objectifs de la coopération avec les pays de la CEE. Le ministre hongrois du commerce extérieur, M. Biro, définit les principes de cette politique en 1968 comme suit :

La réforme de la gestion économique a créé en Hongrie les bases d'une politique commerciale efficace. Le dynamisme et les perspectives de notre évolution économique présupposent des importations toujours croissantes. Or les pays capitalistes et parmi eux les pays-membres du Marché commun, toujours à la recherche de nouveaux marchés, ne peuvent rester indifférents à un tel fait <sup>38</sup>.

Pour contribuer à la coopération européenne avec le Marché commun, la Hongrie constitue des institutions, organes autonomes en vue de réaliser et de développer d'une manière particulière cette coopération dans l'esprit des principes ci-dessus mentionnés. La première agence de coopération créée en 1967, fut transformée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1968 en deux agences indépendantes. La première, nommée *Hunicop*, a pour tâche d'organiser la coopération Est-Ouest dans le domaine industriel, tandis que l'agence *Intercoopération* s'occupe de la coordination d'autres secteurs tels que l'agriculture et la science. Ces agences communiquent des propositions sur les possibilités de « coopération » entre les entreprises hongroises autonomes et celles des pays occidentaux en leur fournissant les informations commerciales, juridiques et techniques.

Elles organisent régulièrement des rencontres de partenaires, des visites de représentants des firmes occidentales et réciproquement. L'agence de coopération *Hunicop* est en contact avec plus de cinq cent firmes et entreprises occidentales qui coopèrent avec les entreprises hongroises décentralisées depuis 1968. Par l'introduction de la réforme économique, nous assistons, en effet, à l'intensification et à l'élargissement de la coopération. Le 31 décembre 1967, huit entreprises seulement avaient le droit d'autonomie pour conclure des affaires avec les firmes occidentales et

36. J. PETER, « Gazdasági kooperáció a Kozos Piac országaival » (Coopération économique avec les pays du Marché commun), dans *Népszabadság*, 14 juillet 1968.

37. *Népszabadság*, 14 juillet 1968 et *Magyar Hirlap*, 3 juillet 1969.

38. J. BIRO, *Les rapports commerciaux de la Hongrie avec les pays capitalistes évolués*, Budapest, Chambre du Commerce de Hongrie, 1968, p. 21.

deux agences effectuaient la liaison entre ces firmes. À la suite de l'introduction de la réforme économique, le 31 décembre 1968, quarante-sept entreprises ont déjà acquis le droit d'autonomie en matière de commerce extérieur et dix agences ont animé le développement de la coopération en particulier entre la Hongrie et les pays-membres du Marché commun. La reconnaissance de fait que les pays européens et parmi eux les pays du Marché commun étaient et sont à tous les points de vue les partenaires « naturels » de la Hongrie a eu une portée particulièrement considérable pour la Hongrie<sup>39</sup>.

Au niveau de la coopération, le secteur de l'industrie est largement privilégié par les autorités hongroises pour plusieurs raisons. Tout d'abord la coopération industrielle permet à la Hongrie d'adopter la technologie moderne de l'Occident comme une nécessité préalable au développement général. En particulier, l'évolution technologique permet à la Hongrie non seulement de supporter la concurrence dans les marchés occidentaux mais aussi d'assurer une meilleure place face à ses partenaires socialistes dans le cadre de la coopération socialiste. Pour atteindre ces objectifs, la Hongrie a conclu des accords de coopération avec tous les pays du Marché commun y compris la Grande-Bretagne et les pays scandinaves. En effet, la coopération remplaçant les « rapports conventionnels » du commerce extérieur est devenue la forme la plus adéquate de ces relations<sup>40</sup>.

## TABLEAU

*Participation des pays du Marché commun dans le commerce extérieur hongrois de 1970 à 1972*

(En million de forints de devise en % de l'année précédente. Un forint de devise est de 27,6 \$ É.-U.)<sup>41</sup>

Pays		1970		1971	
		Million Df.	% de 1969	Million Df.	% de 1970
RFA	Imp.	1 502,9	150	2 066,9	138
	Exp.	1 862,6	138	1 700,7	92
Italie	Imp.	1 138,8	131	1 417,9	125
	Exp.	1 484,1	129	1 619,8	109
France	Imp.	616,9	112	974,3	159
	Exp.	317,2	94	302,2	95
Hollande	Imp.	448,3	139	490,0	109
	Exp.	290,5	99	345,3	119
Belgique	Imp.	329,7	177	428,4	130
	Exp.	159,9	92	156,2	98
CEE	TOTAL	8 150,9	TOTAL	9 501,7	
		Import 141,8% - Export 110,4%		Import 132,2% - Export 102,6%	

39. Cf. G. HEDRI, *A Kozos Piac és a magyar export* (Le Marché commun et l'export hongrois), Budapest, Kozgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1970, pp. 22-23.

40. Cf. *Ibidem*, p. 30 et voir RANSON, F. G. « The future of EEC-Comecon relations », dans *The World Today*, octobre 1971.

41. *Statisztikai Havi Kozlemények*, Budapest, 1971, n° 1, pp. 88-89 et 1972, n° 1, p. 105.

En 1970, le volume des exportations était de 35% supérieur à celui de 1967. Depuis 1971, on observe une certaine stagnation des importations due au ralentissement des investissements en Hongrie. Dans le domaine de l'export le développement est légèrement diminué à cause de l'éventail restreint des produits vendus dans les pays du Marché commun. Toutefois la capacité d'adaptation du commerce extérieur hongrois n'a pas encore atteint le niveau souhaité. Cependant les importations hongroises ont connu un accroissement de 14% à 16% en 1971, tandis que les exportations n'accusaient qu'une augmentation de 6% à 8%. Toutefois les experts et les dirigeants hongrois connaissent les moyens d'y remédier.

À la suite de cette politique de coopération les échanges commerciaux de la Hongrie avec les pays du Marché commun ne cessent d'augmenter. Dans les perspectives de l'avenir, les Neuf deviendront progressivement les principaux marchés de l'export agricole hongrois ainsi que les partenaires les plus importants (après l'URSS et les pays de l'Est) dans la coopération. Dans la période du mois de janvier au mois de mai 1972, les importations hongroises en provenance de l'Allemagne fédérale constituent une augmentation de 10% vis-à-vis de la même période de l'année précédente, tandis que les exportations vers la France augmentent de 46%, vers l'Italie de 33% et vers la Hollande de 24%.

Aux yeux des dirigeants du parti et du gouvernement hongrois, la garantie *sine qua non* du développement de cette coopération consiste dans la convocation d'une conférence de la sécurité européenne qui, pour des raisons politiques, constitue le cadre de la coopération. Ainsi, la ratification des récents traités de Moscou et de Varsovie, constituent pour les dirigeants hongrois une garantie solide pour le développement de la coopération Est-Ouest<sup>42</sup>.

### C - L'idée hongroise de l'intégration économique socialiste

La coopération au sein du *Começon*, depuis sa fondation en 1949, s'est caractérisée par des difficultés sérieuses. Parmi les raisons multiples qui inquiètent à l'heure actuelle les dirigeants hongrois, il convient de souligner l'influence du Marché commun. Les experts hongrois évoquent avec justesse que face à l'intégration élargie en Europe occidentale, les pays socialistes doivent « rationaliser » leur coopération pour être capables de faire face à l'influence grandissante du Marché commun.

C'est d'autant plus important qu'au cours des dernières années des efforts intégrationnistes capitalistes se sont développés et que le Marché commun influence de plus en plus les pays socialistes et ses marchés. Tout ceci suscite et demande la rationalisation et la coopération des pays socialistes<sup>43</sup>.

Il nous semble que l'année 1964 signifie en quelque sorte un certain tournant dans l'attitude hongroise vis-à-vis des problèmes du *Começon*. En effet, à partir de 1965, la nouvelle classe des technocrates et des intellectuels, membres du parti se tourne aussi vers les véritables problèmes de la coopération socialiste. Cette nouvelle classe composée en grande partie par les représentants de la jeune génération plus

42. Cf. *Népszabadság*, 25 et 26 novembre 1972.

43. K. GARAMVOLGYI, « A szocialista országok egyttmukodése és a magyar mezogazdaság » (La coopération des pays socialistes et l'agriculture hongroise), dans *Társadalmi Szemle*, janvier 1961, p. 32. Voir, KIS, Th. *Les pays de l'Europe de l'Est*, Louvain, Nauwelaerts, 1964, pp. 125-139, et aussi, AGOSTON, I. *Le Marché commun communiste*, Genève, 1964, pp. 24-32.

intelligente et plus ouverte à l'influence occidentale que la vieille génération, réclame sans cesse l'adaptation du mécanisme du *Começon* aux formes rationnelles de la division socialiste du travail. M. Csikos-Nagy, interprétant cet esprit critique, constate que l'obstacle à la rationalisation de la coopération réside dans le système décisionnel centralisé du mécanisme du *Comecon*.

La lacune dans les liens de la coopération au sein du *Comecon* réside dans le fait que le mécanisme de celui-ci est basé sur un système décisionnel extrêmement centralisé ayant une caractéristique de « directeur », il lui manque donc des stimulants, des impulsions suscitées par l'influence du marché, par le prix et par les facteurs divers du mécanisme dynamique de ce dernier<sup>44</sup>.

En effet, la conception hongroise relative à la coopération et à l'intégration économique socialiste implique, d'une part, la remise du centralisme du *Comecon*, et l'application des principes de la réforme de l'économie hongroise dans la coopération socialiste, d'autre part. Il s'agit avant tout de l'application du principe relatif à la décentralisation.

M. Nyers, secrétaire du Comité central, un des promoteurs de la réforme économique, conclut qu'une réforme semblable au moins similaire dans ses effets devrait être aussitôt effectuée dans le mécanisme de la coopération socialiste. À la suite de l'influence des experts, le parti et le gouvernement élaborent au début de 1969 un projet relatif à l'intégration économique socialiste et le communiquent à tous les Comités centraux des partis concernés. Au sens large, ce projet vise l'application de certains principes de la réforme de l'économie nationale dans le mécanisme du *Comecon*, notamment au sujet de la décentralisation. La prise de position hongroise, relative à l'intégration économique socialiste vise aussi à la réconciliation des principes idéologiques et de la réalité économique dans un certain compromis. « Au point de vue hongrois donc, – affirme le communiqué – il est nécessaire de réaliser une intégration économique entre pays du *Comecon* puisque les réformes exigent ces changements<sup>45</sup>. » M. Nyers évoque également la nécessité de la coopération scientifique entre pays socialistes car dans l'état actuel, la recherche scientifique n'est que stationnaire, mal coordonnée, mal répartie, portant le signe de « l'autarcie ». La proposition hongroise de six points précise les principes qui constituent le fond de prise de position du parti et du gouvernement au sujet de l'intégration économique socialiste :

1. La suppression du caractère autarcique de la recherche scientifique et la mise en œuvre d'une coopération dynamique. Établir l'unité de la recherche, de la production et de la réalisation en tant que liaison internationale.
2. Coopération et spécialisation dans la production entre les entreprises sur la base d'intérêt matériel (profit).
3. Coordination internationale pour le développement de certains secteurs de la production.
4. Commerce libre pour la circulation de machines, d'objets et produits de consommation. Coopération en vue d'assurer l'abondance des marchandises et le choix dans tous les pays du *Comecon* dont la préférence est accordée à la meilleure production d'export.

44. B. CSIKOS-NAGY, « A KGST országok közötti együttműködésről » (Sur la coopération entre pays du *Comecon*), dans *Közgazdasági Szemle*, février 1969, p. 133.

45. *Magyarország*, 19 janvier 1969.

5. Circulation de main-d'œuvre dans l'intérêt commun. Rendre visible et sensible les avantages matériels de la coopération.
6. N'est-il pas possible et raisonnable de soutenir l'intégration des pays du *Comecon* par l'Union soviétique? Étant donné que l'URSS est une grande puissance économiquement intégrée en soi, notre parti pour des raisons politiques propose la participation de l'Union soviétique<sup>46</sup>. Il est hors de doute que le projet hongrois pour l'intégration économique socialiste, dans l'interprétation de M. Nyers, inspire l'exemple du processus d'intégration dans le Marché commun aussi bien que le modèle du socialisme hongrois.

La première réaction importante vient de l'URSS. Dix jours après la remise de cette proposition, l'hebdomadaire politique officiel hongrois reproduit la réponse soviétique sous le titre: «Prise de position soviétique relative à l'intégration socialiste». Tout comme en 1963 (face aux propositions polonaises), l'Union soviétique définit de nouveau à sa manière habituelle le sens et la portée de l'intégration dont l'essentiel s'exprime comme suit:

Sur le terme «intégration», nous comprenons en général l'association des intérêts économiques des États partenaires et l'organisation économique est un système basé sur les structures des économies nationalistes<sup>47</sup>.

Il est certain que l'écrasante majorité des professeurs et experts soutiennent l'attitude du parti et du gouvernement hongrois au sujet de l'intégration socialiste. Pour ceux-ci «l'Association» (*Gesellschaft*) signifie, en général, le mécanisme actuel du *Comecon*, tandis que l'idée de la «Communauté» (*Gemeinschaft*) désigne la forme la plus adéquate à l'intégration proprement dite. Les dirigeants hongrois consultent ces derniers qui, quant à eux, remettent en question la définition soviétique sur l'intégration socialiste. L'écrasante majorité des experts hongrois soutient que l'intégration économique socialiste devrait être réalisée par un compromis dynamique entre la théorie et la pratique mais aussi par voie de compromis au niveau européen. Pour affirmer et réaffirmer sa position, le Comité central du parti hongrois se réunit du 5 au 6 mars et le communiqué officiel, relatif à l'intégration économique socialiste, reflète la décision comme suit:

La coopération socialiste internationale, basée sur l'égalité des droits, sur la souveraineté respectant l'autonomie économique des pays membres du *Comecon* sert aux objectifs nationaux, la cause général du socialisme<sup>48</sup>.

Cette prise de position a été confirmée au cours de la «Conférence extraordinaire» du *Comecon* tenue à Moscou du 23 au 26 avril 1969, ainsi qu'à l'occasion du centenaire de la naissance de Lénine, quand l'Académie des sciences de l'Union soviétique organisa du 28 janvier au 4 février 1970 une conférence internationale au sujet de l'intégration économique socialiste. M. T. Kiss, l'un des participants hongrois à cette dernière conférence, a bien souligné dans son exposé que Lénine n'a pas pu «prévoir» les circonstances historiques, économiques parmi lesquelles le socialisme

46. R. NYERS, «A szocialista integráció elvi és gyakorlati kérdései» (Les problèmes théoriques et pratiques de l'intégration socialiste), dans *Népszabadság*, 23 janvier 1969.

47. «Szovjet álláspont a szocialista integrációról» (Prise de position soviétique relative à l'intégration socialiste), dans *Magyar Hírlap*, 4 février 1969.

48. «Közlemény az MSZMP Kozponti Bizottságának március 5-6i gyűléséről» (Communiqué du Comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois à l'Assemblée du 5 au 6 mars), dans *Népszabadság*, 8 mars 1969.

évoluerait. Dans son interprétation, reflétant l'attitude du parti hongrois, le *Comecon* n'est actuellement qu'une « intégration déformée » et demeure au stade de « processus », mais la coopération socialiste comme telle, n'est d'aucune manière une intégration économique proprement dite<sup>49</sup>.

Pour aplanir des divergences de vues, à la suite de l'initiative du parti et du gouvernement et de l'Académie des sciences de Hongrie, une Conférence internationale scientifique eut lieu à Budapest du 9 au 19 novembre 1970. Les sujets proposés par les académiciens hongrois correspondaient à trois préoccupations concrètes :

- le caractère du *Comecon* en tant que marché
- les problèmes du système monétaire du *Comecon*
- le développement du système de paiement entre pays du *Comecon*.

Cette conférence a bien révélé la différence de vues qui existe entre pays socialistes au sujet de l'intégration économique socialiste. En effet, les experts hongrois constataient que leur vocabulaire et leur terminologie marxistes sont parfois différents ou opposés à ceux de leurs collègues, et qu'ils parlent un langage « mal compréhensible ». Il convient de souligner que dans l'interprétation des termes tels que « coordination », « coopération », « association », « communauté » et « intégration » les signes de désaccord se manifestaient en grand nombre. Bref, les participants étaient d'accord sur leur désaccord.

« En Hongrie – écrit l'hebdomadaire politique officiel – on interprète certains termes économiques d'une manière différente que dans d'autres pays socialistes<sup>50</sup>. »

Contrairement à la prise de position des académiciens hongrois, dans certains pays socialistes y compris l'Union soviétique, on considère la « coordination des plans nationaux » en tant que véritable forme d'intégration. Or les organisateurs hongrois précisent qu'une telle interprétation de l'intégration économique proprement dite est « erronée » et « intenable ». D'après la définition de ces derniers, la « coordination » des plans nationaux, au fond, n'est au maximum que l'harmonisation du commerce extérieur qui ne recouvre ni en forme ni en contenu l'intégration.

« L'intégration, en sens épistémologique du terme, signifie une décision et le fait que les membres participants approuvent l'union progressive de leurs économies en vue d'assurer l'accélération de leur évolution<sup>51</sup>. » Le troisième jour de cette conférence, les organisateurs hongrois déclaraient ouvertement que les problèmes n'étaient pas résolus et qu'il « existe » un « point de vue hongrois » différent de ceux des représentants d'autres pays socialistes. De plus, les organisateurs expriment leurs avis selon lesquels des « conversations plus libres » aussi bien que des « débats plus ouverts » sont indispensables<sup>52</sup>.

Au point de vue hongrois donc, il y a trois conditions fondamentales à remplir pour entreprendre l'intégration économique socialiste :

- la mise en application du principe du prix du marché international
- la préférence réciproque dans les rapports commerciaux entre pays socialistes (système préférentiel)

49. T. KISS, « A KGST országok nemzeti piacainak intergrációja a leninizmus tukrében » (l'Intégration des marchés nationaux des pays du *Comecon* dans le miroir du léninisme), dans *Kozgazdasági Szemle*, mai 1970, pp. 527-528.

50. *Magyar Hirlap*, 20 novembre 1970.

51. B. SULYOK, « Integráció és gazdaságpolitika » (Intégration et économie politique), dans *Kozgazdasági Szemle*, avril 1969, p. 410.

52. « Magyar álláspont » (Point de vue hongrois), dans *Világgazdaság*, 20 novembre 1970.

une assurance d'intérêt matériel (profit) dans la coopération au niveau étatique et à l'échelle des entreprises décentralisées<sup>53</sup>.

Face à ces propositions, les experts soviétiques considèrent que la coopération bilatérale et multilatérale constitue l'épine dorsale du mécanisme du *Comecon* en tant qu'une forme d'intégration. Il nous semble que les différences entre les attitudes hongroise et soviétique se manifestent en grand nombre, étant donné que l'URSS, pour des raisons essentiellement politiques, veut conserver l'hégémonie en Europe de l'Est et au moins maintenir sa place privilégiée au sein du *Comecon*. (Le secrétaire général du *Comecon*, depuis sa fondation, est toujours un citoyen soviétique). Il est hors de doute qu'une solution dynamique au sujet de l'intégration économique socialiste résidera dans un compromis qui assurera la réalisation des conditions nécessaires au processus d'intégration. Actuellement la caractéristique essentielle de cette politique d'intégration réside dans l'obstination soviétique devant les propositions provenant de divers pays, notamment de la Hongrie ainsi que l'attitude similaire des pays concernant les visées soviétiques. Il est aussi important de signaler que le problème de la sécurité européenne, lié d'une manière organique au conflit latent sino-soviétique et aux implications internationales de celui-ci, constitue à l'heure actuelle la préoccupation majeure des dirigeants soviétiques.

#### IV - EST-CE QUE LA HONGRIE EST UN MODÈLE POUR LA CONVERGENCE ENTRE LES DEUX SYSTÈMES ?

##### A - Options théoriques sur la convergence

Depuis la publication des œuvres des auteurs occidentaux, relatifs à la théorie de la convergence, les réactions provenant des pays de l'Europe de l'Est n'apparaissent qu'avec un retard considérable. Il nous semble que les implications finales de cette théorie ne concernent pas uniquement la sphère économique mais également le domaine politique<sup>54</sup>. Ainsi, au point de vue méthodologique, pour traiter ce sujet brûlant, il est indispensable de procéder à la confrontation de la théorie avec la réalité. Dans le contexte de l'évolution du socialisme en Europe de l'Est, la Hongrie fournit un modèle de développement de plus en plus particulier qui n'existe en aucun autre pays socialiste de cette partie du continent européen<sup>55</sup>.

Malgré cela, au point de vue idéologique et politique, la classe professionnelle des technocrates en Hongrie n'est pas une catégorie sociale indépendante. Leur situation professionnelle au niveau politique exige au moins un conformisme quelconque. À ce niveau-là, les auteurs hongrois appartenant à une tendance radicale précisent que notre époque est marquée par la « lutte » du capitalisme et du socialisme. Dans son discours prononcé à l'occasion du cinquantenaire de l'Union soviétique, Brejnev a déclaré que les objectifs des deux systèmes sont « contraires et irréconciliables ». Ainsi,

53. *Kozgazdasági Szemle*, décembre 1970, pp. 1399-1400.

54. Voir, TINBERGEN, J. « To Communist and Free Economies Show a Converging Pattern ? » dans *Soviet Studies*, avril 1961 et LILIENSTEIN, H. *Industriewirtschaft von Morgen*, Dusseldorf, 1965, pp. 145-146 et aussi, GALBRAITH, J. K. *The New Industrial State*, Boston, 1967, pp. 390-391 et confronter avec, ROSE, G. *Konvergenz des Systeme. Legende und Wirklichkeit*, Koln, 1972, voir le chapitre, « Theoretische Grundpositionen », pp. 52-59.

55. « Kádár János beszélgetése az UPI tudósítójával » (Conversation de János Kádár avec l'envoyé de l'agence UPI), dans *Magyarország*, 21 mars 1971.

le capitalisme reste un système basé sur l'exploitation, tandis que le socialisme, guide de l'humanité, se dirige vers le communisme supprimant toute forme d'exploitation. Le capitalisme apparaît donc comme un système statique face au système socialiste dynamique. Dans les deux systèmes on observe le fonctionnement de l'administration, le phénomène bureaucratique, l'existence de l'armée et de la police, comme la « science de management ». Mais la différence est plus complexe et plus profonde entre les deux systèmes que la similitude, affirme M. Simai, spécialiste hongrois de la théorie de la convergence<sup>56</sup>.

Émanant de cette similitude, les « contradictions » existent dans les deux systèmes. Mais le caractère contradictoire du système capitaliste apparaît comme « antagoniste », tandis que dans le système socialiste la contradiction n'est pas antagonistique. Ces différences et contradictions fondamentales constituent selon cette conception la « grande faiblesse » et les « illusions » liées à la théorie.

L'erreur fondamentale des partisans de la théorie de la convergence consiste dans leur point de départ. Ils considèrent la transformation sociale en fonction des périodes du développement des moyens de production, de la technique et de la productivité... Une chose est cependant certaine : les deux systèmes ne convergeront pas, leur fusion est exclue<sup>57</sup>.

Face à ces considérations hostiles à la théorie, un bon nombre d'experts expriment une attitude nuancée. L'expert B. Sulyok précise de son côté que les pays capitalistes occidentaux possèdent dans la compétition pacifique deux avantages majeurs vis-à-vis des pays socialistes, à savoir, la supériorité technique et leur intégration. Ainsi, les pays socialistes ne peuvent pas renoncer à emprunter la technologie occidentale et certains de leurs modèles organisationnels en économie. Il leur semble, que les pays socialistes doivent modifier certains principes du socialisme et les adapter à la réalité.

« Nous ne pouvons pas adopter ces résultats sans la limitation volontaire des substances appartenant à l'évolution socialiste<sup>58</sup>. » Un des représentants de cette tendance précise qu'il existe encore des « illusions socialistes primitives » au sujet de l'évolution de la société. Aux yeux de ce technocrate par excellence, comme pour la plupart de ceux-ci, la solution est liée d'une manière organique au développement de la technologie et de la science. Le socialisme sans fondements techniques n'est qu'une « utopie ».

Il nous importe de détruire l'illusion socialiste primitive selon laquelle sans fondement technique, c'est-à-dire sans souci de contenter les besoins primaires de l'homme, il est possible de résoudre les problèmes fondamentaux qui existent dès le début de la civilisation. Cette illusion fait son apparition dans toute idéologie utopique<sup>59</sup>.

Sans avoir pris une position quelconque au sujet de la théorie de la convergence, terrain de controverse, M. Nyers, secrétaire du Comité central du parti, présente la pratique hongroise du socialisme concernant le dilemme entre avantage matériel et principes idéologiques comme suit :

56. Cf. M. SIMAI, « Kozeledik-e a két rendszer egymáshoz? A konvergenciaelméletrol » (Est-ce que les deux systèmes se rapprochent? Sur la théorie de convergence), Budapest, 1969, pp. 13-14.

57. *Ibidem*, pp. 74-75.

58. B. SULYOK, *op. cit.*, p. 414.

59. B. VAMOS, *op. cit.*, p. 37.

Quant on parle de l'avantage matériel, à mon avis il faut s'exprimer ainsi : citoyens, entreprises, collectives agricoles, allez-y, obtenez de plus en plus de profit pour vous-mêmes et pour l'État <sup>60</sup>.

## B - Les effets politiques et sociaux de la réforme économique

Dans le domaine politique et social, l'exigence des réformes similaires à celles effectuées dans le secteur économique apparaît avec une envergure semblable mais beaucoup plus prudente. Il est hors de doute que l'intelligentsia et la population attendent la réalisation de réformes semblables dans la vie politico-sociale également. Toutefois les dirigeants hongrois déclarent avec précaution, sans évoquer la tentative tchécoslovaque, que dans le domaine idéologique et politique une « démocratisation » proprement dite n'est pas possible. Malgré cela, les dirigeants hongrois reconnaissent que la réforme de l'économie nationale influencera d'une manière décisive l'évolution politique de la société. Pour ceux-ci, il est devenu logique, et au moins probable, que la réforme économique suscite l'introduction des réformes politiques et sociales adéquates favorisées par les technocrates et attendues par la politique.

M. Nyers, secrétaire du Comité central du parti, un des promoteurs illustres de la réforme économique, précise que les « causes politiques » ont également joué leur rôle dans la réforme. Dans le développement du socialisme hongrois il envisage la réalisation d'une « réforme sociale ». Dans la conception de M. Nyers, une réforme d'ordre social et même politique n'exclut pas une modification considérable de la Constitution. Au cours d'une conférence donnée à l'Académie politique du Comité central, sous le regard bienveillant de M. Kádár, il déclare notamment :

Il ne faut pas avoir une grande fantaisie pour imaginer que nous arriverons à une étape quand il nous serait nécessaire d'effectuer des changements fondamentaux dans la superstructure politique comme par exemple la réforme de la constitution. Si nous modifions notre constitution, en dernière analyse ce sera de toute évidence une réforme politique par excellence, sans tenir compte la dénomination de celle-ci <sup>61</sup>.

M. Nyers affirme que la société hongroise s'achemine vers une forme de « démocratie socialiste ». Cette démocratie apparaît aux yeux du leader comme la « seule forme valable » en vue d'assurer la participation effective des masses aux affaires de l'État et de la politique. Dans la définition de M. Nyers, la démocratie socialiste vers laquelle la société hongroise s'achemine s'exprime comme suit :

La démocratie est le moyen d'assurer aux masses le contrôle et la direction effective sur le processus social et économique. Elle porte en elle l'assurance que le peuple choisira lui-même ses représentants dans les organes fonctionnant sur la base du principe de représentation populaire <sup>62</sup>.

Il nous semble qu'en théorie, la conception de M. Nyers sur la démocratie ci-dessus évoquée est plus proche des idées occidentales que des principes et surtout de l'application des principes en Europe socialiste.

60. R. NYERS, « Az új gazdasági mechanizmus várható társadalmi és politikai kihatásai » (Les effets sociaux et politiques probables de la réforme économique) dans *Társadalmi Szemle*, mars 1968, p. 19.

61. *Ibidem*, p. 9.

62. *Ibidem*, p. 16.

Nous pouvons entrevoir un premier signe de « démocratisation » dans la reconsidération du rôle des syndicats vis-à-vis du parti. En effet, jusqu'à l'introduction de la réforme économique, les syndicats n'étaient qu'un simple instrument du parti. Dans la définition de M. Nyers, les leaders syndicaux doivent représenter désormais les « intérêts des ouvriers » auprès des instances supérieures et s'il le faut « face à celles-ci »<sup>63</sup>.

Quant au rôle du parti, le secrétaire du Comité central affirme que celui-ci doit favoriser et soutenir le développement de la démocratie socialiste. Le parti est obligé de suivre l'évolution de la société et de s'adapter aux effets de cette évolution. En d'autres termes, une conciliation est souhaitable entre les intérêts de la société et ceux du parti.

Le parti est obligé de faire valoir son rôle central ; il doit être capable d'exprimer d'une manière claire et efficace l'intérêt commun. S'il n'en est pas ainsi, il n'est pas exclu que dans le socialisme le parti s'aliène les événements, devienne statique et, au lieu de faciliter l'évolution, la freine<sup>64</sup>.

Toutefois, il reste évident que la réalisation de la démocratie, dans la définition de M. Nyers, n'est pas pour demain. Malgré cela, les effets de la réforme économique indiquent clairement la tendance des réformes politico-sociales. Ainsi, au mois d'avril 1972, le Parlement poursuit son activité en vue de réformer la constitution de 1949. Le projet de la nouvelle constitution reflétera sans doute les changements survenus dans la pratique du socialisme hongrois ainsi que le caractère « spécifique » du système. Ce caractère spécifique a été reconnu par Brejnev à l'occasion de sa récente visite en Hongrie. Aussi en échange de la déclaration de Kádár, hostile à la politique « antisociétée chinoise », le leader soviétique a affirmé devant les ouvriers de Csepel que le parti soviétique approuve implicitement « l'expérience hongroise »<sup>65</sup>. Il nous semble que les réformes économiques effectuées et la perspective des réformes politiques et sociales envisagées en Hongrie, tolérées ou reconnues implicitement par l'Union soviétique à l'heure actuelle, démontrent qu'une certaine forme de convergence marginale est observable entre le socialisme hongrois et le système occidental.

## CONCLUSION

Après cet examen sommaire du socialisme hongrois dans le miroir des relations intereuropéennes, il nous semble utile de tirer quelques conclusions générales.

Il est hors de doute que la CEE élargie exerce un attrait grandissant à l'égard de la Hongrie aussi bien que vis-à-vis de l'ensemble des pays socialistes de l'Europe de l'Est. Au cours de l'expérience de la coopération danubienne, la Hongrie subit également l'influence de l'Autriche et de la Yougoslavie. Les effets observables de ces faits s'expriment entre autres dans une attitude d'accommodation à l'égard du Marché commun et au niveau national dans la réforme de l'économie nationale effectuée en 1968.

63. *Ibidem*, p. 11, Voir SHONFELD, A. « Hungary and Poland: the Politics of Economic Reform », dans *The World Today*, mars 1970.

64. NYERS, R., *op. cit.*, p. 9.

65. *The Times*, 1<sup>er</sup> décembre 1972.

Tandis qu'à partir de 1968, la Tchécoslovaquie poursuit une politique de libéralisation, la Hongrie se limite à la libéralisation de son infrastructure. Une tendance de libéralisation dans la superstructure apparaît alors comme la suite logique de la réforme de l'économie. Le modèle du socialisme hongrois tendant à mieux satisfaire les besoins de la population est la première expérience d'un socialisme de bien-être dans les pays de l'Est. Bien entendu la situation internationale et la réaction de l'URSS joueront un rôle considérable à cet égard. Au demeurant, pour l'avenir il sera difficile de maintenir et surtout améliorer la rentabilité de l'économie décentralisée sans donner à l'ensemble de la population une possibilité réelle de faire entendre sa voix.

Il existe en Hongrie et à l'intérieur du parti, des appareils, une nouvelle classe de technocrates qui exerce une influence grandissante sur les dirigeants. Les technocrates en Occident comme en Hongrie insistent sur la priorité de l'évolution technologique pour assurer les conditions matérielles d'une société de consommation et de bien-être. La tendance des réformes économiques et politico-sociales effectuées ainsi que la pratique du socialisme hongrois illustrent qu'il existe entre les deux systèmes une certaine forme de convergence marginale marquante. Il convient de souligner avec insistance que la CEE élargie doit favoriser par une politique européenne généreuse le processus de démocratisation dans les pays de l'Europe de l'Est, en faveur d'une véritable coopération européenne.